

# Lutte de classe

## Étrange lecture du PT des résultats du second tour des législatives du 17 juin

Je vous propose une lecture critique de la déclaration du bureau national du PT du 17 juin qui est disponible sur le site Internet de ce parti.

J'aurais pu intituler cet article : *les dirigeants du PT : d'indécrottables manipulateurs*, à quoi bon, chacun en jugera la pertinence en fonction des arguments que j'expose ci-dessous.

Ils ont écrit : « *Les travailleurs et les jeunes ont dit : ne touchez pas à la Sécurité sociale de 1945* ».

Tiens c'est marrant, j'avais cru comprendre que l'abstention et les votes blancs et nuls se situaient entre 50 et 60% dans les circonscriptions à forte concentration ouvrière (voir quelques chiffres dans mon éditorial du 18 juin), et que les travailleurs et jeunes avaient adopté au contraire la même attitude au second qu'au premier tour des législatives, c'est-à-dire qu'ils s'étaient massivement abstenus. Vérifiez-le vous-mêmes si vous avez un doute, tous les résultats figurent sur le site Internet du ministère de l'Intérieur.

Étonnante lecture des résultats chiffrés du deuxième tour des législatives, non ?

Alors pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles se sont produites réellement ? Pourquoi ne pas dire que ce sont les classes moyennes et la petite bourgeoisie effrayées à l'annonce des premières mesures de Sarkozy-Fillon qui se sont retournées vers le PS et le PCF ? Parce qu'il vaut mieux ne pas en parler ici, parce qu'elles constitueraient le fond de commerce et le gros des rangs du PT et qu'il ne faut pas que cela se sache ? Je pose des questions, j'aime bien savoir la vérité, pas vous ?

Plus loin : « *N'est-ce pas au contraire pour en finir avec les contre-réformes que se sont exprimés les électeurs hier ?* »

Les électeurs : lesquels, qui ? Pas de réponse. Question : Comment peut-on prétendre analyser les résultats du second tour des législatives sans poser au préalable avec précision cette question élémentaire ?

C'est le tour de passe-passe que tente le bureau national du PT en nous faisant croire que les voix qui s'étaient portées sur le PS ou le PCF auraient exprimé la défense de la Sécurité sociale, alors qu'en réalité, le seul fait d'avoir évoqué une hausse de la TVA, donc la baisse du pouvoir d'achat, a entraîné spontanément un mouvement de rejet des candidats de l'UMP porteur de ce projet de la part d'une large frange des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, le reste des voix s'étant portées sur le PS et le PCF provenant des travailleurs votant traditionnellement pour ces partis sans se poser trop de questions.

Lorsqu'ils écrivent : « *Un mois après ces propos, à nouveau, Juppé chute sur la question de la Sécurité sociale.* », il y a fort à parier que Juppé a été réélu triomphalement à la mairie de Bordeaux récemment sur les mêmes critères !

Les dirigeants du PT font vraiment feu de tout bois pour tenter de justifier le cours opportuniste de leur parti, mais là je pense que la ficelle sera un peu difficile à faire avaler aux militants. Qui dit TVA, dit impôt, qui dit augmentation de la TVA dit automatiquement impôt supplémentaire et baisse du pouvoir d'achat, CQFD. Si les travailleurs n'ont pas eu le temps de le saisir au cours de la quinzaine qui s'est écoulée entre les deux tours, les intellectuels, les enseignants, les membres des classes moyennes et de la petite-bourgeoisie l'ont saisi au quart de tour et Bordeaux n'est pas un fief ouvrier à ma connaissance.

« *Unité pour la défense et la reconquête de la Sécurité sociale de 1945* » écrivent-ils ? Unité de qui avec qui ? Unité de ceux et avec ceux qui n'ont cessé de matraquer la Sécu ? C'est une mauvaise plaisanterie qui a plus qu'assez duré. Cessez de vous prendre pour ce que vous n'êtes pas. Vous, nous n'avons pas les forces nécessaires pour empêcher le gouvernement d'appliquer son programme ultra réactionnaire.

Nous devons nous battre contre le gouvernement évidemment, mais pas dans l'objectif d'obtenir la satisfaction de nos revendications sociales dans la mesure où nous savons pertinemment que ce sera impossible dans la plupart des cas, mais dans celui de faire prendre conscience aux travailleurs de la nature du régime dont Sarkozy-Fillon sont les représentant, afin de construire le parti, le seul objectif à notre portée et qui demeure prioritaire. Ce n'est manifestement pas celui des dirigeants du PT.

Le combat pour la défense de tous nos acquis ne doit pas avoir mission ou pour objectif de nous substituer aux partis traditionnels du mouvement ouvriers qui soutiennent le gouvernement ou de leur adresser des incantations stériles à réaliser l'unité, il doit être seulement le moyen d'avancer vers la construction du parti sur la base de notre programme. Il est possible et facile d'expliquer la nécessité de mener un combat déterminé et sans répit contre les partis traîtres du mouvement ouvrier, qui, par le rôle et la place qu'ils occupent, servent à la fois les intérêts du gouvernement et du patronat et desservent par conséquent les intérêts des travailleurs. C'est l'absence cruelle du parti révolutionnaire qui permet au PS et au PCF de pouvoir jouer ce rôle inique.

Ce combat contre les appareils doit être inclus dans notre combat contre le gouvernement dans la mesure où les appareils constituent le principal soutien au gouvernement sans lequel il ne pourrait pas avancer ces mesures réactionnaires. Ne pas le faire abouti à laisser les mains libres aux uns et aux autres.

L'objectif de notre combat en tant que militant révolutionnaire n'est pas de rendre le capitalisme plus supportable au prolétariat, il est de l'aider à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le gouvernement, les institutions et le régime capitaliste, ce qui passe par y parvenir par la question incontournable de la construction du parti sur la base de notre intervention dans la lutte des classes.

Voilà de quelle manière il faut se disposer pour aller de l'avant, selon moi.

La question de la Sécurité sociale comme toute autre revendication à caractère sociale doit être subordonnée à la question de la construction du parti. Et la question du parti doit être subordonnée à l'objectif que nous nous sommes fixés : la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette méthode est me semble-t-il le b-a ba du militantisme révolutionnaire, non ?

La question de la Sécurité sociale permet de démontrer le caractère profondément antisocial du gouvernement Sarkozy-Fillon, de l'Assemblée nationale réduite à une chambre d'enregistrement des décisions prises par le gouvernement pour le compte du capitalisme, de l'ensemble des institutions antidémocratiques dont la légitimité repose sur la constitution de la Ve République de 1958.

Poser ainsi la question de la Sécurité sociale permet de poser la question du pouvoir politique et des moyens à mettre en oeuvre pour la résoudre conformément aux aspirations des travailleurs. C'est la seule façon d'ouvrir une perspective politique au prolétariat et qu'il s'en saisisse au-delà de l'existence des institutions et du régime, et de poser la question du gouvernement ouvrier en relation avec la mobilisation révolutionnaire du prolétariat.

Les dirigeants du PT ne sont pas sur cette ligne politique. La dégénérescence de ce parti se poursuit au point qu'ils ne sont même plus en mesure de prendre en compte des faits simples et chiffrés, encore moins d'en analyser le contenu et la portée politique. A moins qu'ils n'y tiennent pas.